

Le nucléaire, la pire des solutions face aux urgences climatique et sociale

Février 2022 : E. Macron annonce la relance du nucléaire avec un programme de 6 nouveaux réacteurs et 8 en option. Ce programme repose sur le seul argument que le nucléaire émettrait peu de CO₂. Décembre 2023, lors de la COP 28, E. Macron appelle à tripler la capacité nucléaire mondiale.

Or, les problèmes posés par l'énergie nucléaire sont nombreux.

Le nucléaire n'est ni une énergie verte ou décarbonée ni une énergie éthique . D'une part, la France est dépendante des pays fournisseurs d'uranium, qui sont loin (Canada), et sous des régimes autoritaires, instables politiquement (Kazakhstan ou Niger) : ainsi le transport de l'uranium a un coût carbone... et politique. Le nucléaire ne permet donc pas à la France d'être autonome d'un point de vue énergétique, contrairement à ce qui nous est répété à longueur de temps.

De plus, la consommation d'eau douce nécessaire pour refroidir les réacteurs nucléaires à l'heure du réchauffement climatique fait du nucléaire une énergie dangereuse pour la survie du vivant. Les rejets dans les cours d'eau, prétendument contrôlés, sont nocifs eux aussi.

D'ailleurs, les déchets restent radioactifs pendant des centaines voire des milliers d'années. Actuellement les usines de traitements sont vieillissantes et le projet Cigéo d'enfouissement des déchets n'est pas sans risque. Le site d'enfouissement nucléaire à Bure, qui doit recevoir les premiers déchets en 2025, a un coût énorme et difficilement maîtrisable et il comporte de nombreux risques : incendie, infiltrations dans les nappes phréatiques, dispersion de la radioactivité... On ne peut pas faire le pari, hautement risqué, d'une solution technologique, un jour peut-être, pour la gestion de ces déchets.

C'est également une énergie dangereuse : preuve en est la catastrophe nucléaire de Fukushima suite à un tsunami, après celles de Tchernobyl, de Three Mile Island... dues à des catastrophes naturelles, des malfaçons, à des négligences, à un perpétuel moins disant financier.

Les risques d'attentats ou de conflits armés sont aussi une menace qui pèse sur les territoires où se trouvent les centrales nucléaires.

Enfin, cette surenchère nucléaire va entraîner un épuisement des ressources mondiales en uranium dont le coût va détourner des budgets qui pourraient être affectés aux énergies renouvelables. Le nucléaire est d'autant moins une énergie économique que la construction, l'entretien et la surveillance des centrales, l'acheminement de l'uranium puis des déchets ainsi que leur gestion ont un coût pharaonique.

Des solutions existent, sans le nucléaire. Il faut d'abord réduire drastiquement notre consommation d'énergie. Pour cela il faut un plan d'investissement massif, notamment pour isoler les bâtiments et développer les énergies renouvelables. Il faut aussi sortir de la logique productiviste pour aller vers un mode de développement qui soit viable.

Le nucléaire est un cadeau empoisonné fait aujourd'hui au monde entier et demain aux générations futures : il est de notre responsabilité, en tant que syndicat de transformation sociale d'inverser la tendance face à des gouvernements qui continuent d'avancer à marche forcée pour imposer le nucléaire sans discussion ni réflexion.

Le SNES avec la FSU exige une sortie du nucléaire la plus rapide possible pour des raisons écologiques, éthiques, économiques et sociales : le nucléaire n'a rien de « propre ».